

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral imposant à la société LUMIVER des prescriptions complémentaires  
relatives à l'extension de son activité de tri et traitement de déchets  
au sein de son établissement situé à SECLIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 2011 autorisant la société LUMIVER OPTIM, dont le siège social est sis 108 avenue de la République 59113 SECLIN, à exploiter un centre de transit de déchets et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques à l'adresse précitée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2019 actualisant les prescriptions d'autorisation d'exploiter de la société LUMIVER OPTIM pour son site de SECLIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2022 exonérant la société LUMIVER de l'obligation de traçabilité de déchets pour certains flux de déchets transitant sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la décision d'examen au cas par cas n° 2024-1002 du 27 mai 2024, prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, de soumission à étude d'impact ;

Vu la demande du 8 juin 2020, complétée le 23 septembre 2021, présentée par la société LUMIVER, dont le siège social sis 108 avenue de la république 59113 SECLIN, en vue de mettre en place un système de traitement des rejets atmosphériques et d'augmenter ses capacités de stockage pour son établissement situé à la même adresse ;

Vu la demande du 28 décembre 2022 présentée par la société LUMIVER, dont le siège social sis 108 avenue de la république 59113 SECLIN, en vue de mettre en place un système de traitement des déchets non dangereux pour son établissement situé à la même adresse ;

Vu les dossiers produits à l'appui de ces demandes ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 29 mars 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises et prises en compte par l'inspection ;

Vu le rapport du 22 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. l'installation de traitement des rejets de l'installation de traitement des déchets dangereux permet de garantir le respect de la valeur limite de concentration basses des rejets canalisés issue du BREF traitement des déchets ;
2. l'activité exercée est susceptible de générer des émissions diffuses de composés mercuriels dans l'enceinte du bâtiment et qu'il convient d'évaluer et de prévenir toute émission diffuse à l'extérieur du bâtiment ;
3. les déchets combustibles sont stockés dans un bâtiment pourvu de murs coupe-feu, d'un système de détection automatique relié à une société de télésurveillance ainsi que de caméras thermiques ;
4. l'augmentation de stockage des déchets dangereux dans le bâtiment 2 ne remet pas en cause les hypothèses initiales du dossier de demande d'autorisation ;
5. la mise en œuvre d'un système de traitement des déchets non dangereux permet une meilleure valorisation des déchets ;
6. les modifications apportées à l'installation ne sont pas de nature à engendrer des risques et inconvénients nouveaux ou supplémentaires par rapport au dossier initial de demande d'autorisation.
7. en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le préfet fixe s'il y a lieu les prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale suite à toute modification apportée aux activités ou installations autorisées, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société LUMIVER, dont le siège social sis 108 boulevard de la république 59113 SECLIN (siret 423 837 897 000 44), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté et de ses annexes :

- annexe 1 – Prescriptions applicables ;
- annexe 2 – Plan des installations ;
- annexe 3 – Déchets acceptés sur le site ;
- annexe 4 – Déchets produits sur le site.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SECLIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à LILLE, le 05 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



P. J. :

- annexe 1 – Prescriptions applicables ;
- annexe 2 – Plan des installations ;
- annexe 3 – Déchets acceptés sur le site ;
- annexe 4 – Déchets produits sur le site.

VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du 05 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

## ANNEXE 1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

### TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

##### **Article 1.1.1** – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2019 qui abrogeaient l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2011 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Transit, regroupement et tri notamment : 1 t de cartouches d'encre et toners 2 t d'aérosols vides contenant des substances dangereuses / extincteurs usagés 2 t d'emballages / absorbants / chiffons souillés 1 t de filtres à huile 120 t de piles en mélanges <sup>1</sup> 5 t de piles mercure 10 t de batteries plomb 15 t de batteries Ni-Cd 25 t / 16 m <sup>3</sup> de piles lithium ou autres piles dangereuses 2 t de métaux ferreux La capacité susceptible d'être présente est de 190 t	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement des tubes néons et lampes : 2 000 t/an de tubes et lampes impliquant le stockage de : 35 t de tubes fluo 20 t de poudre fluorescente (issu du traitement) 2 t de verre cassé (issu du traitement) et la présence de 3,25 kg de mercure sous forme gazeuse dans les lampes	A

<sup>1</sup> 1 m<sup>3</sup> piles = 1,5 t

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 t/j, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Mélange ou reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 : 3 000 t de déchets/an – 12 t/j (cartouches d'encre et toners, écrans, DEEE, tubes et lampes, gros électroménagers, aérosols, emballages, absorbants, chiffons souillés, condensateurs, filtres à huile, piles, batteries, métaux ferreux, verre cassé) Recyclage / récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques : 2 000 t/an – 8 t/j (traitement des tubes néons) Soit au total : 20 t/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage déchets dangereux et DEEE 1 t de cartouches d'encre et toners 35 t de tubes fluo et autres lampes 20 t de poudre fluorescente 5 t / 20 m <sup>3</sup> d'écrans en transit 20 t / 80 m <sup>3</sup> de DEEE à dépolluer (ordinateurs, petits électroménagers) 5 t / 5 m <sup>3</sup> de gros électroménagers froids en transit 2 t d'aérosols vides contenant des substances dangereuses / extincteurs usagés 2 t d'emballages / absorbants / chiffons souillés 2 t de condensateurs contenant probablement PCB 1 t de filtres à huile 120 t de piles en mélanges 5 t de piles mercure 10 t de batteries plomb 15 t de batteries Ni-Cd 25 t / 16 m <sup>3</sup> d'autres piles dangereuses (li-ion, lithium, chlorure de thionyle, VAE,...) 2 t de métaux ferreux 1 t de verre cassé La capacité susceptible d'être présente est de 270 t	A
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Transit, regroupement, tri, désassemblage de DEEE, mis au rebut : 5 t / 20 m <sup>3</sup> d'écrans en attente de démantèlement 20 t / 80 m <sup>3</sup> de DEEE à dépolluer (ordinateurs, petits électroménagers) 5 t / 10 m <sup>3</sup> de cartes électroniques 5 t / 5 m <sup>3</sup> de gros électroménagers froids en transit 10 t / 20 m <sup>3</sup> de serveurs, ordinateurs, unités centrales 7 t / 30 m <sup>3</sup> de bennes de DEEE dépollués La capacité susceptible d'être présente est de 52 t / 165 m <sup>3</sup>	DC
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit et regroupement de piles et accumulateurs, emballages et cartouches non dangereux 150 t / 100 m <sup>3</sup> de piles alcalines 20t/28.8 m <sup>3</sup> d'autres piles (piles Ni-MH ou NiCd) 10t / 10 m <sup>3</sup> de tubes et lampes LED 0,5 t / 0,5 m <sup>3</sup> de médicaments 5 t / 30 m <sup>3</sup> de bennes DIB Le volume susceptible d'être présent est de 186 t/268 m <sup>3</sup>	DC
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	La quantité de déchets traités (piles et batteries zinc air) étant de 400 kg/h sur 2*7 h. Soit 5.6 t / j de piles traitées.	DC

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
2792-1	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est inférieure à 2 t	2 t de condensateurs contenant probablement PCB	DC

### **Article 1.1.2 – Réglementation IED**

Les activités de l'établissement relèvent du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

La rubrique principale de l'exploitation, au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, est la rubrique n° 3510 « élimination ou valorisation des déchets dangereux » de la nomenclature des installations classées.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette même rubrique sont fixées par la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil.

Le périmètre des installations soumises à la directive IED correspond à l'enceinte clôturée du site.

### **Article 1.1.3 – Directive SEVESO III**

Les installations exploitées ne relèvent pas du champ de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite « directive SEVESO III » : l'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

La vérification du caractère SEVESO de l'établissement fera l'objet d'une vérification annuelle suivant le guide technique « prise en compte des déchets dans la détermination du statut SEVESO d'un établissement – décembre 2015 ». La procédure mise en œuvre pour effectuer ce calcul sera décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document décrira les moyens mis en œuvre sur le site pour s'assurer, à tout moment, de ne pas dépasser les quantités maximales autorisées de déchets présents sur le site par catégorie de danger.

### **Article 1.1.4 – Modifications, abrogations de prescriptions**

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou abrogées par le présent arrêté.

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Natures des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 26 juin 2019	Article 1 (classement)	Remplacé
	Article 2 (consistance des installations)	Remplacé
	Article 5 (traçabilité)	Abrogé
	Article 6 (déchets admis)	Remplacé
	Article 7 (autosurveillance)	Remplacé
	Article 8 (broyage néons)	Abrogé

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Natures des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 27 mai 2011	Article 1.2.4 (consistance des installations)	Abrogé
	Article 1.2.5.1 (déchets admis) + Annexe	Abrogé
	Article 2.1.2 (consignes)	Modifié
	Article 3.2.2 (conduits)	Modifié
	Article 3.2.3 (conditions de rejets)	Modifié
	Article 3.2.4 (VLE)	Modifié
	Article 3.2.5 (fonctionnement broyage néons)	Modifié
	Article 5.1.7 (déchets produits)	Remplacé
	Article 7.2.2.2	Modifié
	Article 7.6.4 (moyen d'intervention)	Modifié
	Chapitre 8 (atelier de charge)	Abrogé

### **Article 1.1.5 – Arrêtés ministériels applicables**

Les arrêtés préfectoraux du site s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous, et notamment les arrêtés suivants :

- arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.2 – CONFORMITÉ AU DOSSIER**

### **Article 1.2.1 – Conformité au dossier**

Les installations de la société sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers suivants :

- porter à connaissance Auddicé environnement 19 11 0020 du 8 juin 2020 ;
- complément Auddicé environnement 13 11 0001 du 23 septembre 2021 ;
- porter à connaissance Auddicé environnement 22 09 0041 de décembre 2022.

### **Article 1.2.2 – Consistance des installations autorisées**

L'article 2 de l'arrêté du 28 juin 2019 modifiant l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2011 est remplacé comme suit :

« L'organisation des stockages et de l'activité est réalisé conformément au plan en annexe 2 du présent arrêté.

Les volumes stockés sont conformes aux volumes précisés dans le tableau de l'article 1.1.1. »



## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1 – Consignes d'exploitation

L'article 2.1.2 de l'arrêté du 27 mai 2011 est complété comme suit :

« Des consignes visant la prévention des émissions diffuses de polluants sont notamment établies en ce qui concerne :

- le nettoyage final des contenants de déchets traités lorsqu'ils sont restitués et réutilisés ;
- le changement de réactif de charbon actif ;
- la gestion des ouvertures de portes du bâtiment susceptibles de donner lieu à des émissions diffuses de polluants.

Toute intervention sur le dispositif de captation et de filtrage des poussières ne peut être effectuée que pendant l'arrêt des installations de traitement. »

## TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### CHAPITRE 3.1 – CONDITIONS DE REJET

#### Article 3.1.1 – Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté du 27 mai 2011 est remplacé comme suit :

	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Autres caractéristiques
Conduit 1	Broyage des tubes et lampes	875 kg/h	Filtres à manches puis filtre à charbon
Conduit 2	Broyage des piles et batteries non dangereuses	400 kg/h	Filtres à manches puis filtre à charbon

#### Article 3.1.2 – Conditions générales de rejet

Le tableau de l'article 3.2.3 de l'arrêté du 27 mai 2011 est remplacé comme suit :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit 1	10	0,2	1 500	13
Conduit 2	8,245	0.35	3 000	8.61

#### Article 3.1.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 3.2.4 de l'arrêté du 27 mai 2011 est remplacé comme suit :

Concentration instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit 1	Conduit 2 si les flux de l'article 3.1.4 sont dépassés
Poussières	5	100
Hg	0,002	-
Cd + Hg + Tl et composés	0,1	0,1
AS + Se + Te et composés	1	1
Pb et composés	0,025	1,000
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Zn	5	5
Composés organiques volatils COHV	-	110

#### **Article 3.1.4 – Valeurs limites des flux de polluants rejetés – période de fonctionnement du broyeur néons**

Les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté du 27 mai 2011 sont modifiées comme suit :

Le tableau est remplacé comme suit :

Flux	Conduit 1		Conduit 2
	g/j	g/an	kg/h
Poussières	52,5	11 550	1
Hg	0,021	4,62	< 2
Cd + Hg + Tl et composés	-	-	< 0,001
As + Se + Te et composés	-	-	< 0,005
Pb et composés	-	-	< 0,010
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Zn et composés	-	-	< 0,025
COHV	-	-	< 2

Les termes « le système de broyage/séparation fonctionne 7 h/j, pendant 220 j/an » sont supprimés et remplacés par « le système de broyage/séparation des tubes fluorescents est autorisé à fonctionner dans la limite des flux journaliers et annuels de rejets ci-dessus. L'exploitant est en mesure de justifier quotidiennement du respect de ces flux ».

### **TITRE 4 – DÉCHETS**

#### **Article 4.1.1 – Produits admis sur site**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 28 juin 2019 abrogeant l'article 1.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2011 et l'annexe associée sont supprimées et remplacées par :

« Seuls sont admis dans l'établissement les déchets repris en annexe 3 de l'arrêté d'autorisation du site, la codification reprenant celle de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets peuvent provenir de l'ensemble du territoire national, y compris les DROM-COM, ainsi que de Belgique, du Luxembourg et des Pays-bas.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits. »

Les déchets admis sur le site sont issus des filières suivantes :

- les éco-organismes ;
- les distributeurs ;
- les déchetteries ;
- les collectivités locales ;
- les professionnels (électriciens / installateurs / relampeurs, industriels, sociétés de service, administrations, collecteurs de déchets, ...).

Les déchets suivants ne sont pas admis sur le site :

- les déchets radioactifs pour lesquels l'exploitant ne dispose pas d'une autorisation en vigueur de l'autorité de sécurité nucléaire ;
- les déchets présentant les propriétés H1 (explosifs) énumérés à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les déchets contenant de l'amiante ;
- les déchets dont les modes de conditionnement ne sont pas compatibles avec les installations ;
- les déchets non visés dans l'annexe 3.

#### **Article 4.1.2 – Déchets produits sur site**

Le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté du 27 mai 2011 est remplacé par le tableau de l'annexe 4 du présent arrêté.

#### **Article 4.1.3 – Sources lumineuses**

Les sources lumineuses en transit sur site sans que leur traitement ne soit autorisé ou prévu sur site sont envoyées pour élimination dans une installation de destruction autorisée respectant les conditions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans le cas d'un épandage accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu de l'étiquette adéquate, pour être éliminé dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

### **TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

#### **Article 5.1.1 – Implantation disposition constructive**

Le premier paragraphe de l'article 7.2.2.2 de l'arrêté du 27 mai 2011 est remplacé par :

« Les dispositions nécessaires sont prises afin qu'en cas de sinistre au niveau des stockages des déchets dangereux ou non dangereux, les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 kW/m<sup>2</sup> soient contenus à l'intérieur des limites de propriétés. »

#### **Article 5.1.2 – Organisation des stockages**

Il convient de maintenir la distance minimale de :

- 2 m autour du stockage 5.4 (écrans en attente de démantèlement), notamment vis-à-vis des stockages les plus proches à savoir la zone de stockage 6.2 (cartouches et toner) et la zone de stockage des consommables (carton emballage) ;
- 3 m dans le bâtiment 1, libre de tout stockage de matières combustibles en vis-à-vis de l'emprise du stockage extérieur dénommé « cubis vides & bacs 650 l vides » (comptée à partir de la face intérieure du bâtiment 1). Pour faciliter le respect de cette recommandation, un marquage au sol pourra utilement repérer l'emprise de cette zone.

De manière générale, il convient également de maintenir l'absence de stockage de matières combustibles dans la zone des effets thermiques de type SELs qui serait de nature à remettre en cause les conclusions de l'évaluation des risques, et notamment des effets thermiques.

#### **Article 5.1.3 – Étude des dangers**

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet.

#### **Article 5.1.4 – Moyens de détection et de protection**

Le premier paragraphe de l'article 7.6.4 de l'arrêté du 27 mai 2011 est complété par l'alinéa suivant :

- d'un système de caméras infrarouge relié à une alarme.

### **TITRE 6 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

#### **Article 6.1.1 – Ateliers de charges d'accumulateurs**

Le chapitre 8 de l'arrêté du 27 mai 2011 est abrogé.

### **TITRE 7 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

#### **CHAPITRE 7.1 – MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE**

##### **Article 7.1.1 – Autosurveillance des émissions atmosphériques**

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 juin 2019 qui abrogeaient les dispositions de l'article 9.2.1. de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'installation de traitement des tubes et lampes est réalisée selon les modalités suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Hg	Continu	Oui

Deux dispositifs d'autosurveillance du mercure sont mis en œuvre :

- un système de détection en continu du mercure installé en aval des systèmes de filtration avec seuil d'alarme paramétré à 0,002 mg/m<sup>3</sup>. L'appareil de mesure et de contrôle enregistre les résultats et déclenche une alarme visuelle en cas de dépassement du seuil de rejet autorisé. L'exploitant analyse ces résultats qu'il associe à une procédure de renouvellement des cartouches de filtration à charbon actif ;
- un détecteur portatif est utilisé afin de réaliser des mesures instantanées de contrôle ponctuel du taux de mercure après filtration. Ces mesures ponctuelles sont au minimum réalisées une fois par semaine.

Les appareils de mesure portatif font l'objet d'un étalonnage annuel. Leur bon fonctionnement est vérifié au moins mensuellement selon des méthodes simples.

L'exploitant fait procéder à un étalonnage régulier de ses appareils, selon les recommandations du constructeur, ou à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Entre ces étalonnages normalisés, l'exploitant met en place une procédure permettant de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive et fidélité de la mesure).

L'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent les mesures à l'émission pour les composés listés ci-dessous selon les méthodes d'analyses conformes aux normes en vigueur :

Paramètres	Fréquences	
	Conduit 1	Conduit 2
Débit et vitesse	Annuelle	Trisannuel
O <sub>2</sub>	Annuelle	Trisannuel
Poussières	Semestrielle	Trisannuel
Hg	Trimestrielle	Trisannuel
Cd+Hg+Pb et composés	Annuelle	Trisannuel
As+Se+Te	Annuelle	Trisannuel
Pb et composés	Annuelle	Trisannuel
Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn	Annuelle	Trisannuel

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants mentionnés au titre 2 est effectuée dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'installation de traitement des déchets non dangereux.

Les résultats de l'ensemble des mesures de surveillance (mesures hebdomadaires par appareil portatif, mesures comparatives trimestrielles et annuelles par un organisme tiers) ainsi que les opérations d'étalonnage et d'entretien doivent faire l'objet d'une procédure et d'un enregistrement tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Article 7.1.1.1 – Surveillance des rejets diffus**

L'exploitant effectue une campagne de mesure du mercure gazeux et de retombées atmosphériques dans l'environnement du site, dans des conditions représentatives de son fonctionnement, dans les 12 mois suivant la signature du présent arrêté.

Cette campagne de mesure s'attachera à identifier et évaluer les rejets diffus issus des ateliers de traitement des tubes néons.

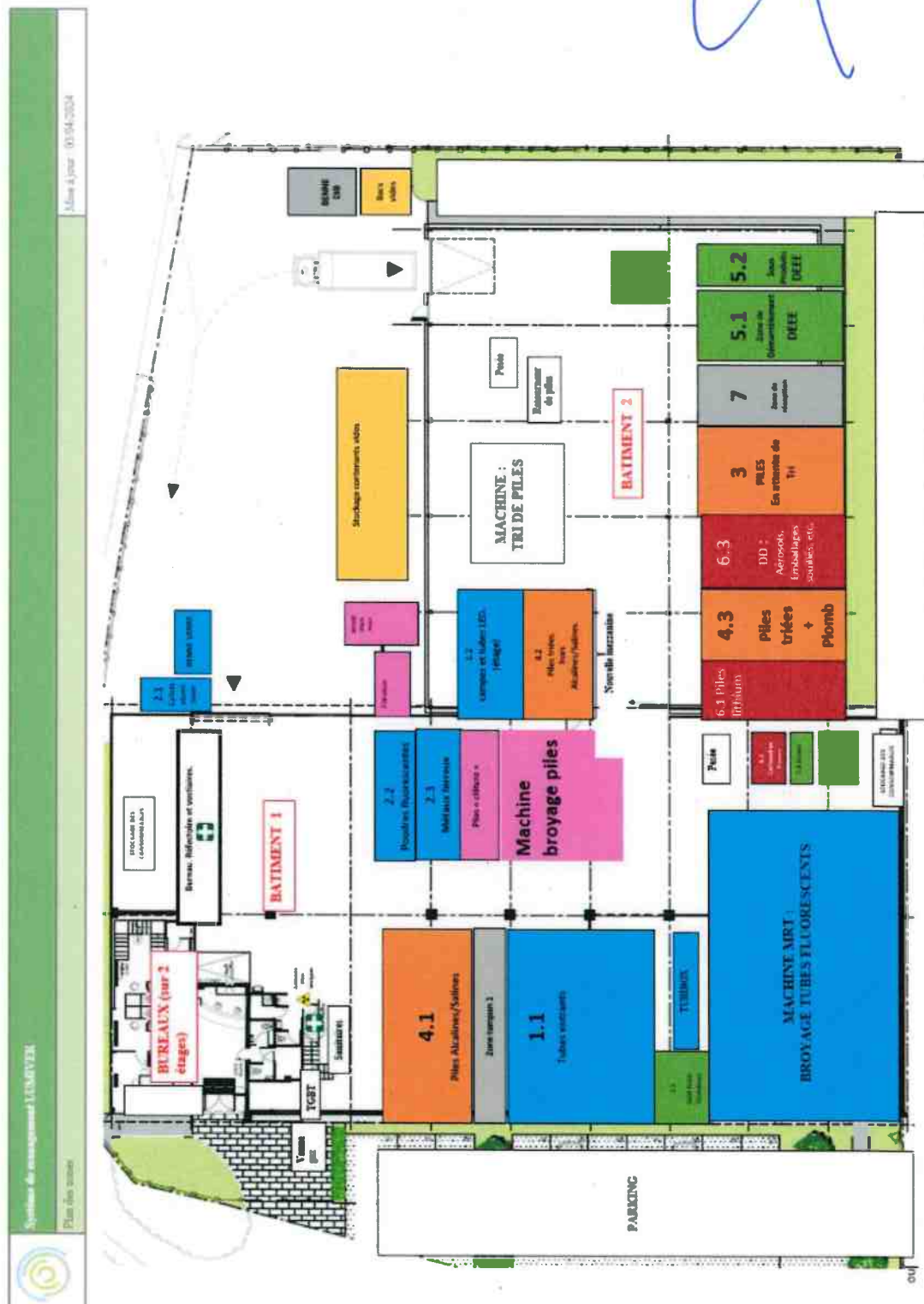
Il renouvelle cette campagne à chaque modification notable de ses conditions d'exploitation et a minima tous les 5 ans.

Il transmet les résultats de chaque campagne, accompagnés de son analyse à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant leur réalisation.

05 FEV. 2025

Guillaume AFONSO

**A V E N U E     D E     L A R E P U B L I Q U E**



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du 05 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

### ANNEXE 3 – DÉCHETS ACCEPTÉS SUR LE SITE

#### Définition :

- installation de regroupement (rub 2718) : installation recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement, voire leur sur-conditionnement, pour constituer des lots de taille plus importante. Les opérations de déconditionnement/reconditionnement ne doivent pas conduire au mélange de déchets de nature et catégorie différentes ;
- installation de tri (rub 2718) : installation recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à la séparation des différentes fractions élémentaires les composant, sans modifier leur composition physique, chimique de ces fractions élémentaires et sans toucher à leur intégrité physique ;
- reconditionnement (rub 3510) : une opération où le conditionnement du déchet est changé (type ou volume) sans modification de la nature du déchet et sans mélange avec d'autres déchets. Il y a une opération de déconditionnement et reconditionnement réversible à la suite de laquelle le déchet peut être restitué dans sa totalité ;
- pré-traitement (rub 3510) : une opération de traitement qui vise à préparer les déchets pour un traitement ultérieur. Le broyage, le mélange, le tri, le reconditionnement ainsi que les procédés nécessitant l'ajout de réactifs ou d'additifs avant la réalisation d'un traitement de déchets sont par exemple des opérations de pré-traitement

Code déchets	Déchets autorisés	Désignation	Opération(s) réalisée(s)
16 05 04*	Aérosols et extincteurs usagés	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	Regroupement Reconditionnement
08 03 12*	Cartouches et toners	Déchets d'encre contenant des substances dangereuses	Regroupement Tri Reconditionnement
08 03 13		Déchets d'encre autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	Regroupement Tri Reconditionnement
08 03 17*		Déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	Regroupement Tri Reconditionnement
08 03 18		Déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17	Regroupement Tri Reconditionnement

.../...

Code déchets	Déchets autorisés	Désignation	Opération(s) réalisée(s)
16 02 09*	DEEE	Transformateurs et accumulateurs contenant des PCB	Regroupement Tri Reconditionnement
16 02 11*		Equipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	Transit
16 02 13*		Equipements mis au rebut contenant des composants dangereux (3) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	Tri/Démantèlement
16 02 14		Equipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13	Tri
16 02 15*		Composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	Tri
16 02 16		Composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15	Tri
20 01 23*		Equipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones	Transit
20 01 35*		Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 (3)	Tri/Démantèlement
15 01 10*	Emballages souillés	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Regroupement
15 01 11*		Emballages métalliques; y compris des conteneurs à pression vides	Regroupement
15 02 02*		Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Regroupement Tri Reconditionnement
15 02 03		Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	Regroupement Tri Reconditionnement
20 01 21*	Tubes et lampes contenant du mercure	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Traitement
16 06 01*	Piles et accumulateurs	Accumulateurs au plomb	Tri Reconditionnement
16 06 02*		Accumulateurs Ni-Cd	Tri Reconditionnement
16 06 03*		Piles contenant du mercure	Tri Reconditionnement
16 06 04		Piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03)	Tri/Traitement (nouveau procès AGRIBAT 2024)
16 06 05		Autres piles et accumulateurs	Tri Reconditionnement
20 01 33*		Piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles	Tri Reconditionnement
20 01 34		Piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33	Tri Reconditionnement
20 01 32	Médicaments	Médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31 <sup>1</sup>	Transit / regroupement

<sup>1</sup>paracétamol périmé, bandage, gaze, ciseaux, épingles, émulsions ; sans risque cytotoxique ni cytostatique



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du

05 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

#### ANNEXE 4 – DÉCHETS PRODUITS SUR LE SITE

DÉCHETS DANGEREUX				
Code déchets	Nature du déchet	Lieu de stockage	Mode de stockage	Code <sup>1</sup> de traitement
08 03 17*	Toners souillés	Intérieur	Carton	R12R1
15 01 10*	Emballages souillés/absorbants/chiffons souillés	Intérieur	Carton, fût, bac	R12/R1
15 02 02*	Filtre à huile	Intérieur	Carton, fût, bac	R1
15 02 02*	Filtre à air mercurisés/charbons actifs	Intérieur	Fût, bac	D9
16 02 09*	Condensateur contenant potentiellement des PCB	Intérieur	Fût, bac	D14
16 05 04*	Aérosols vides contenant des substances dangereuses/extincteurs usagées	Intérieur	Fût, bac	R1
16 06 01*	Batterie plomb	Intérieur	Bac	R4
16 06 02*	Batterie Ni-Cd	Intérieur	Fût, bac	R4
16 06 03*	Piles boutons mercure	Intérieur	Fût, bac	D9
16 06 05*	Piles lithium et Ni-MH)	Intérieur	Fût, bac	R4
16 10 01*	Eaux souillées	Intérieur	Cubis	D9
19 12 11*	Poudre fluorescente	Intérieur	Big-bag	D9
19 12 11*	Métaux ferreux	Intérieur	Big-bag	D9
19 12 11*	Verre cassé	Intérieur	Bac	R5
20 01 21*	Lampes fluorescentes	Intérieur	Bac	R13/R4
20 01 21*	Tubes	Intérieur	Bac, carton, kit pvc	R13/R5
20 01 23*	Gros électroménagers froids en transit	Intérieur	Palettes	R13
20 01 35*	Ecrans en attente de démantèlement	Intérieur	Container métallique, filaire	R13
08 03 18	Cartouches et toners	Intérieur	Carton	R13/R3/R5
16 02 16	Cartes électroniques, câbles, serveur, ordinateur, unités centrales	Intérieur	Container métallique, filaire, bac, palette	R13/R4
16 02 16	DEEE dépollué	Intérieur	Container métallique, filaire, benne, bac, palette/benne	R4
16 02 16	Métaux en mélange	Intérieur	Bac	R4
16 06 04	Piles salines/alkalines	Intérieur	Big-bag	R4
16 07 99	Black Mass	Extérieur	Benne/bac	R4
19 12 03	Culots d'aluminium	Intérieur/ Extérieur	Bac	R4
19 12 05	Verre issu des tubes	Extérieur	Benne	R5
20 01 01	Balles cartons	Intérieur	Palette	R5
20 01 32	Médicaments	Intérieur	Bac	R1
20 01 36	Tubes et lampes LED	Intérieur	Bac, carton, kit pvc, benne (départ ponctuel à l'extérieur)	R13/R5
20 01 39	Plastiques	Intérieur	Bac	R3
20 01 99	DIB	Extérieur	Bac, benne	R5

<sup>1</sup>annexes II-A et II-B de la directive n° 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 modifiée relative aux déchets